

[Texte]

group, in which they asked that such an opportunities function be provided by allowing them to reintegrate through the efficient use of half-way houses, providing them with the opportunities to learn job skills and to be able to buy a decent set of work clothes, and providing them with bus money to go look for a job.

Mr. Robinson: I agree. That would be on a voluntary basis, of course.

• 1610

Prof. Hill: That is right, and so I am leaning at the present time to a voluntary opportunities program following perhaps a shorter period of sentence which may be served in full. In a brief answer to your question, yes, I would probably favour scrapping this whole system and moving to a system where mandatory supervision was completely eliminated and a new alternative viewed.

My understanding of the work of this committee is this: this bill has been approved in principle by the House; we are looking at it, and it is beyond the scope of this committee to junk it all and go after something else. My purpose in coming here today is to suggest that given the likelihood this legislation will pass . . .

Mr. Robinson: Should it pass?

Prof. Hill: That is difficult to say. What I am saying is, looking at it realistically . . .

Mr. Nunziata: They never do in the NDP.

Mr. Robinson: Should it pass?

The Chairman: Mr. Robinson, I think the questions have been answered fairly by the witness. Mr. Thacker.

Mr. Thacker: Thank you, Mr. Chairman. I am sure I speak for all of the members here when we thank Professor Hill for his comments this afternoon. He is the first witness since the new rules of Parliament have come into force who has come and given the type of evidence we are always looking for—particularly at the legislative committee stage where the principles were decided at the second reading and the purpose of the legislative committee is to try and come up with wording changes or technical errors or inconsistencies—as you have pointed out with the Criminal Code vis-à-vis the three days versus six days. I certainly thank you for it and I can assure you we have already set in process a mechanism where those will be genuinely brought to bear for serious examination, not just some perfunctory official explanation which we accept and then nothing happens. I can assure you, we will take a very serious look at your amendments.

As you know, Professor Hill, as of January 1 next year, the standing committees are going to be very much reduced in size. As part of the Standing Committee on Justice and Legal Affairs, it is my hope that we can get ourselves a team of six or eight members who will genuinely take on some of these criminal law projects—like the correctional law review—and go into it with some considerable detail so all three parties can

[Traduction]

leur groupe de la société John Howard, mémoire dans lequel ils demandaient que de telles possibilités leur soient offertes, par exemple en leur permettant de se réintégrer grâce à la bonne utilisation des maisons de transition, en leur donnant la possibilité d'apprendre un métier, d'acheter de bons vêtements de travail et en leur donnant l'argent nécessaire pour prendre l'autobus afin qu'ils se cherchent un emploi.

M. Robinson: Je suis d'accord. Évidemment, l'accès à ces programmes serait libre.

M. Hill: C'est exacte, et j'ai donc tendance à favoriser actuellement un programme de possibilité d'accès libre qui suivrait peut-être une peine plus courte mais qui serait purgée en entier. Donc pour répondre brièvement à votre question, je serais probablement favorable à l'abandon complet du système actuel et à l'adoption d'un système où la surveillance obligatoire serait éliminée et remplacée par de nouvelles possibilités.

Voici comment je perçois le travail de ce comité: ce projet de loi a été approuvé en principe par la chambre; nous l'étudions présentement, et il n'est pas du ressort de ce Comité de le mettre au rebus et de chercher autre chose. Je suis venu ici aujourd'hui pour vous dire que, considérant qu'il est probable que ce projet de loi sera adopté . . .

M. Robinson: Devrait-il être adopté?

M. Hill: C'est une question difficile. D'après moi, si l'on veut être réaliste . . .

M. Nunziata: Le NPD n'est jamais réaliste.

M. Robinson: Devrait-il être adopté?

Le président: M. Robinson, je pense que le témoin a assez bien répondu à la question. M. Thacker.

M. Thacker: Merci, monsieur le président. Je suis certains de parler au nom de tous les membres ici présents lorsque je remercie le professeur Hill pour les observations qu'il a faites c'est après-midi. Depuis la mise en oeuvre des nouvelles règles du parlement, il est le premier témoin à nous donner le genre de témoignage que nous avons toujours désiré—particulièrement à l'étape des comités législatifs qui, le principe des projets de loi étant adopté en deuxième lecture, ont pour objet de proposer des changements au libellé ou de déceler des erreurs techniques ou des illogismes—le genre de chose que vous avez signalé dans le code criminel où l'on parle de trois jours à un endroit et de six jours à l'autre. Je vous en remercie et je puis vous assurer que nous avons déjà mis en marche un mécanisme par lequel ces questions seront examinées très sérieusement plutôt que d'être reçues par une réponse bâclée que nous accepterons et qui ne mènera nulle part. Je vous assure que nous

Comme vous le savez professeur Hill, à partir du premier janvier prochain, la taille des comités permanents sera considérablement réduite. En ma qualité de membre du comité permanent sur la justice et les questions juridiques, j'espère que nous pourrions constituer une équipe de six ou huit députés qui s'attaqueront véritablement à certains de ces projets de droit criminel—comme l'examen du droit pénal—et feront